

page 5

éditorial

PRE

L'énigme américaine ne s'appelle pas Biden – mais toujours : Trump. Qu'a dit la caricature de la réalité de l'Amérique ? Tout d'abord l'usure du confort de la « destinée manifeste » : la volonté d'apporter au monde remède à ses malheurs, un remède qui donnait aussi une cohésion interne, politique, à l'Amérique. Trump disait que la politique étrangère de ses prédécesseurs était une tromperie à l'égard des Américains eux-mêmes, que les guerres sans fin et la mondialisation sans règle ne leur donnaient ni enrichissement ni paix.

Il n'était donc plus question de se réclamer d'un leadership plus ou moins consensuel, paré des atours d'un multilatéralisme négocié, mais d'imposer une dominance, au service de l'intérêt nu, revendiqué, de Washington. Ce n'était pas là simple rupture de politesse diplomatique : il s'agissait bien de dire que l'unité du système international était un mythe, que chacun y poursuivait son propre destin, celui de l'Amérique devant être l'obsession unique des Américains.

Troisième énoncé : cette dynamique éclatée en compétitions de puissances avait néanmoins un pôle, une référence centrale pour les décennies à venir, à savoir l'opposition États-Unis/Chine, en lice pour la domination mondiale sur deux champs d'affrontement majeurs – le commerce et les nouvelles technologies.

Avec l'administration Biden, c'est plus une modulation de ces énoncés qui s'installe qu'une rupture. La dominance de Washington s'affirme plus poliment. Mais le rassemblement des alliés de toutes sortes autour de l'adversaire chinois est fermement sollicité. La débâcle afghane scelle le retrait extérieur. Et le retour au multilatéralisme formel des négociations ne cache guère l'affirmation – légitime – de l'intérêt américain, qu'il s'agisse des sanctions tous azimuts ou de la taxation des grandes multinationales.

*Est-il bon ? Est-il méchant ?* La question n'est pas pertinente. Dans ce contexte, plus que d'un jugement moral sur l'autre, les Européens ont besoin d'évaluer ce qu'ils sont et les défis qui s'imposent à eux. Ont-ils, géopolitiquement et géoéconomiquement, les mêmes intérêts que Washington face à la Chine ? Pékin, désormais clairement identifié comme un rival (« systémique »), doit-il être considéré comme un adversaire, bientôt un ennemi ? La présence des Européens sur les marchés américains scelle-t-elle définitivement leur impuissance diplomatique face aux menaces de sanctions de Washington – avec la mal nommée « extra-territorialité » du droit américain ? Les Européens rattraperont-ils leur

retard – moins scientifique qu’industriel – en matière de nouvelles technologies, sur l’Amérique (et l’Asie), avec leur seule obsession réglementaire ? Croiront-ils encore longtemps que le monde se laissera régir par leurs normes, hors de toute logique de force ?

La recomposition du monde en cours autour du duo Washington/Pékin est centrale. Il reste aux autres acteurs à décider comment ils se positionnent par rapport à elle : en s’y glissant sans mot dire, ou en y définissant eux-mêmes leur place. Question posée, par exemple, à la Russie entre la Chine et l’Europe, ou à l’Europe entre la Chine et les États-Unis...

\* \* \*

L’Allemagne ne serait-elle pas le juste symbole de notre Europe avec son obsession du multilatéralisme et de la règle ; son obsession de l’inclusivité, jusqu’à l’immobilisme ; son obsession d’une géoéconomie rêvée, détachée de la géopolitique ; son impuissance diplomatico-stratégique satisfaite tant que ses intérêts économiques ne sont pas en cause ?

Les élections de septembre annoncent un intéressant bilan de la longue magistrature d’Angela Merkel, laquelle a habilement navigué entre l’affirmation de plus en plus nette d’intérêts nationaux, la pression de partenaires européens auxquels elle a souvent, au dernier moment, su céder et le double poids de la retenue et de l’exigence morale imposées au pays par l’héritage de l’histoire.

On peut être aujourd’hui tenté de voir dans les débats allemands une métaphore de la complexité européenne. Il est difficile de dire ce que l’Allemagne conçoit vraiment pour l’avenir de l’Union européenne (UE) – mais cette incertitude est-elle autre chose que l’écho des errances, des hésitations, d’une Europe à 27 ? Une Europe qui proclame construire un instrument militaire, sans intention de l’utiliser ; qui prétend avoir une diplomatie, sans orientation commune – hors alignement, par à-coups, sur les sanctions américaines... – ; qui affiche toujours la volonté de manœuvrer « à 27 », chaque jour dénonçant les divisions, les divergences d’intérêts et de volontés entre États membres...

D’où, au seuil de la présidence française du Conseil de l’UE, une question récurrente : Paris peut-il se contenter des progrès incrémentaux réduits par la complexité et les contradictions de l’Union – délaissant, sans trop le dire, les grands plans « à la française » qui ne pourraient, à la rigueur, avancer qu’avec l’appui d’une Allemagne dont chacun sait

la réticence ? Autrement – et cruellement – dit : avec quels partenaires européens la France se trouve-t-elle aujourd’hui en phase ?

\* \* \*

La COP26 approche, et avec elle au moins deux questions. Les États confirment-ils, prolongent-ils et surtout appliquent-ils leurs engagements de l’accord de Paris ? Le retour de Washington dans l’accord et le fait que le dialogue avec la Chine soit toujours ouvert – en dépit de la volonté manifeste de Pékin de garder son autonomie en la matière – sont une bonne nouvelle pour le court terme et les efforts pour limiter les effets les plus immédiats du réchauffement climatique.

Il devient pourtant de plus en plus clair que la transition est une réelle conversion, et qu’elle suppose des changements profonds, structurels, des processus de production et des financements associés, pour que la limitation des effets du changement climatique ne reste pas cosmétique. Or ces changements doivent s’effectuer de manière concertée, sauf à déboucher sur une compétition mal maîtrisable entre philosophies d’organisation des marchés (économie sociale des Européens, primauté de la finance à l’anglo-saxonne, contrôle direct ou indirect de l’État « à la chinoise »...) et intérêts économiques bruts. Il faut certes une économie réorganisée autour des technologies vertes, mais comment émergeront-elles, avec quels financements ? Le contrôle de ces technologies sera-t-il un nouveau facteur de puissance, de compétition entre puissances ?

La question climatique est ainsi évidemment une question géopolitique : parce qu’elle détermine l’avenir de nos sociétés, mais aussi parce qu’elle affiche une nécessité multilatérale, que représente physiquement le processus des COP mais qui ne s’est pas encore traduite dans une organisation fonctionnelle. L’enjeu des années à venir est de savoir si les sonores engagements des COP pourront se traduire en structures d’un nouveau monde s’attaquant aux questions globales. Les interrogations sur la santé mondiale générées par la pandémie de Covid-19 vont dans ce même sens : plus que jamais, c’est l’articulation entre un monde éclaté entre projets singuliers et l’« ardente obligation » du global qui doit organiser le débat international.